Bi-hebdomadaire togolais d'analyses et d'informations générales

togomatin

TOGOMATIN – N° 105 DU 18 JUIIIET 2016 / PRIX : 250 FCFA

Sommet de l'Union Africaine

Un passeport, une taxe pour tous

Le 27e sommet des chefs d'État de l'Union Africaine (UA) s'est ouvert hier dimanche peu après la mi-journée à Kigali au Rwanda. La succession de Nkosazana Dlamini-Zuma, la crise au Soudan du Sud et la question...

P 6

POLITIQUE

Réformes constitutionnelles et institutionnelles

Après la réflexion, l'action...

Au terme de de cinq journées de travaux d'échanges et de réflexion, l'atelier national de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles organisé par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a été bouclé vendredi 15 juillet dernier au Radisson Blu Hôtel 2 février ...

P 3

EDUCATION

L'UNESCO honore un jeune leader togolais

P 11

CULTURE

L'affaire « Camara Laye »: à propos du Regard du Roi

P 9

EDITO

Violence aveugle

La France, pardon, toute « la fratrie humaine » vient de subir encore les affres d'un terrorisme aveugle. Ce fut un véritable carnage. Le camion conduit par un Franco-Tunisien de 31 ans a foncé aveuglément sur la foule qui venait d'assister au spectacle du feu d'artifices tiré sur la grande Avenue, appelée « promenade des Anglais » à Nice ...

P 3

CMJN

Contenu

Bénin
Bilan des 100 jours de Patrice Talon
P 4

Commerce
Légumes bon marché à Lomé
P 5

Contes
Allassane Sidibé au 12e Festival Palabrages
P 9

Football
Adébayor sur un projet de centre de formation
P 10

Huissiers de justice
Election du bureau national
P 11

Nation

Golfe / Contre le cancer du sein à l'école

Des enseignantes du secondaire des inspections Lomé-commune et Golfe ont suivi du 12 au 15 juillet sur le cancer du sein en milieu scolaire.
C'est une initiative de l'ONG « Alafia » dont l'objectif est de faire de ces enseignantes des chargées de promotion de la prévention ou de dépistage du cancer du sein dans leurs établissements respectifs.
Ces éducatrices ont pour mission d'instruire les élèves surtout les filles à suivre les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Avant tout, il est recommandé une alimentation saine à l'auto- palpation.
Un site Web avec la rubrique « No Cancer » a été créé pour permettre où des élèves pourront trouver toutes les informations sur cette pathologie est crée à cet effet.

Tchaoudjo / Primes aux RBC

Une cérémonie de remise de prix aux meilleurs agents de Réadaptation à Base Communautaire (RBC) dans la préfecture de Tchaoudjo s'est déroulée le 09 juillet 2016 à Sokodé.

Organisée par l'ONG Programme d'Action Sociale pour le Développement Intégral en Afrique (PASDI-Afrique), l'objectif est d'encourager les agents RBC par rapport à leur travail sur le terrain pour de meilleures prestations dans la prise en charge des enfants en situation de handicap.

Des agents RBC ont été évalués sur la base de leur cahier de charges sur la période de janvier à juin 2016. Les cinq premiers ont reçu des enveloppes en plus des prix selon leurs rangs.

Cinkassé / Restauration végétale

Les membres et sympathisants du Club Avenir Meilleur (C.A.M) à Biankouri ont mis en terre une centaine de plants d'Acacia siaméa le 12 juillet dernier.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet de protection de l'environnement et de reconstitution du couvert végétal dans le canton. Elle vise à lutter contre les effets du changement climatique et à rendre plus verte la cour de l'école et à offrir aux élèves de l'ombrage dans cet établissement.

Créé en 2007 et parrainé par l'ONG Bornfonden de Biankouri, le Club Avenir Meilleur intervient dans les domaines de protection de l'environnement, la protection des droits des enfants, la santé, l'hygiène et l'assainissement.

Golfe / Accompagner les détenus

Le projet «Réinsertion par des ateliers professionnels » qui est une initiative de l'association « Fraternité des prisons du Togo » a été lancé le 10 juillet dernier à Lomé.
Son but est d'améliorer la situation économique des prisonniers et de favoriser leur réinsertion sociale une fois libéré.

Le projet consiste à créer des ateliers de formation en cordonnerie, vannerie et autres activités manuelles dans les prisons civiles de Lomé, Aného, Tsévié et Kara. Il prévoit de mettre en place des coopératives dans ces prisons pour faciliter le démarrage des activités. Cette réinsertion devra mobiliser plus de 500 détenus en trois ans. Les responsables de l'administration pénitentiaire ont manifesté leurs volontés d'accompagner les promoteurs dans cette nouvelle politique de réinsertion au Togo.

Missive du PRR au peuple togolais

Extrait

A la conférence nationale souveraine de Juillet-Août 1991, j'avais affirmé que notre devoir était désormais de répondre au nom du Togo ; que l'Etat dont nous aurions la charge devrait prendre en héritage son passé, ses intérêts du présent et ses espoirs de demain. Il est aujourd'hui patent que notre génération, rassemblée dans cette salle FAZAO de l'hôtel du 2 Février, a échoué. En ayant adopté l'Acte 7 (Loi fondamentale), en ayant élu un Premier Ministre avec des pouvoirs quasi-présidentiels et en ayant mis en place le Haut Conseil de la République (HCR), l'organe suprême de la Transition, malgré les vives tensions de l'époque et les diverses menaces, la Conférence nationale souveraine avait atteint ses objectifs.
Malheureusement, la propension des politiciens togolais à la division, au verbiage creux, à des ambitions personnelles exacerbées, à des prétentions délirantes et à des surenchères destructrices, etc, a coûté depuis 25 ans à la masse de notre peuple des malheurs inouïs. Ce n'est donc pas la Conférence nationale

souveraine qui a échoué mais incontestablement les politiciens togolais…
Le PRR propose avec discernement une transformation profonde de notre société, non pas une révolution car cette dernière risque d'être dévastatrice. Il faudra alors à la barre de l'Etat un capitaine doté d'une imagination créatrice féconde et capable de résoudre les graves problèmes auxquels est confrontée la nation. Chacun doit savoir que la politique et l'économie sont liées l'une à l'autre comme le sont l'action et la vie. Sans la vie, il n'y a pas d'action et une économie anémiée conduit à une politique désastreuse.
Nous devons sans délai mettre un terme à la virulence des conflits politiques, à l'ostracisme des médiocres à l'endroit des plus brillants, à la corruption généralisée et à l'arrogance de ceux qui ont une parcelle de pouvoir, etc. Les lois aujourd'hui sont le rendement, l'accélération et la capacité de faire mieux que les autres ce que l'on fait. Il nous faut un plan de développement national qui embrasse l'ensemble de la société, fixe des objectifs à la hauteur de notre ambition nationale, qui établit une hiérarchie des urgences et des importances et qui introduit dans les esprits public et privé le sens de ce qui est global, ordonné et continu.
Chers compatriotes, c'est pour nous au PRR une ardente obligation d'encourager l'esprit d'entreprise, de contribuer à la paix sociale, d'agir pour procurer à notre patrie l'influence internationale et pour éradiquer la misère dans le pays … Notre mouvement, le PRR, sera au rendez-vous de l'histoire et de la providence. Nous vous appelons à être prêts pour qu'ensemble, nous nous mobilisons pour faire échec aux fraudeurs et aux pilleurs. La vérité finit par triompher et la vertu par avoir de la chance…

Nicolas LAWSON
Président du PRR

Kozah / Nouvelle faculté à l'UK

Un nouveau département a vu le jour dans l'enceinte de l'Université de Kara, le 13 juillet dernier. Il s'agit du département de la Planification-Suivie-Evaluation Programme et Développement Local (PSEPDL), qui ouvrira ses portes à partir de 2017

Les enseignants chercheurs de l'Université de Kara ont animé une conférence de presse dont le thème central a porté sur l'ouverture d'un nouveau département au sein de l'Université de Kara. Ce département va former les étudiants en Planification-Suivie-Evaluation Programme et Développement Local. Cette formation prévue pour une durée de 03 ans, sera sanctionnée par une licence professionnelle.
L'instauration de cette nouvelle faculté a pour objectif d'accompagner les collectivités locales dans leur développement en leurs donnant l'opportunité de travailler avec un personnel bien formé dans ce domaine.

Zio / Combattre la cécité

Dans le cadre du projet « Prévention des déficiences visuelles chez l'enfant au Togo », une quarantaine de Secouristes Agents de Santé Communautaire (SASC) ont pris part à une formation le 8 juillet à Tsévié.

La formation est organisée par la Croix Rouge Togolaise (CRT) et a pour visée de réduire la cécité dans la préfecture de Zio.
Vonor Kokou, docteur en ophtalmologie a entretenu l'assistance entre autres sur comment reconnaître les troubles de vision chez l'enfant, les maladies oculaires, le glaucome, l'avitaminose A, la conduite à tenir devant une pupille blanche et une cataracte congénitale chez l'enfant. Les techniques de communication, les questions-réponses et des simulations ou jeux de rôle ont meublé les travaux.

Rassemblés par Elom H. (Stagiaire)

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_ LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Comité de rédaction :
Carlos Amevor
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Rachidou Zakari
Alexandre Wémima
Elom Hounkpati

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Chargée d'affaires:
Dédé Babanawo

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: St Louis

Distribution :
Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

... Les promeneurs ont été fauchés par le mastodonte qui a parcouru 2 km avant que la police n'abatte son conducteur. Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées et de centaine de blessés, certains gravement atteints, ont été accueillis dans les hôpitaux de la ville. Parmi les victimes, on compte de nombreux enfants. Toute la France, toute l'humanité a été traumatisée par le drame qui survient après les tueries de Charlie Hebdo, du Stade de France et du Bataclan. Le président François Hollande, lors de son adresse à la nation, tout en assurant les familles touchées par ce drame de sa compassion, a réaffirmé la position très ferme de la France face au terrorisme.

Les dirigeants des grandes nations du monde ont tenu à apporter leur soutien au peuple français. Bien de nationalités ont été atteintes....Les responsables de la lutte antiterroriste avaient affirmé que la France devait s'habituer à l'idée qu'il y aurait encore d'autres attentats après ceux de Charlie Hebdo et du Bataclan. Aujourd'hui, ils prouvent la justesse de leur prévision. Les Français et – nous tous qui nous réclamons citoyens du monde, épris de si nobles, belles et grandes vertus – devons maintenant vivre avec cette épée Damoclès suspendue sur notre tête. Mais jusqu'à quand ?

Le terrorisme a désormais poussé le bouchon très loin en montrant qu'il est à même de diversifier ses moyens d'actions et de se plaire dans l'horreur insupportable. Et pour parler comme Pierre Hassner, la démocratie et le marché sont mis en danger, ils sont des Îlots dans un monde qui serait avant tout celui du chaos et de la volonté de puissance. Qu'est-ce qu'on peut considérer alors comme le fond et qu'est-ce qu'on peut considérer comme la parenthèse ? Est-ce cela notre condition contemporaine ? La lâcheté et la haine dominent-elles encore, autant le monde ?

Finalement, l'on se rend compte avec beaucoup de tristesse, que plusieurs siècles après les travaux et les lumières de bien de philosophes, pédagogues, psychologues, etc. que des passions sont moins éteintes que jamais et le recours à la raison , s'il tente de les contenir, peut se révéler moins assuré aussi.

Dieudonné Korolakina

Réformes constitutionnelles et institutionnelles
Après la réflexion, l'action...

Au terme de de cinq journées de travaux d'échanges et de réflexion, l'atelier national de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles organisé par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a été bouclé vendredi 15 juillet dernier au Radisson Blu Hôtel 2 février de Lomé. Cet atelier a certes regroupé des représentants de toutes les couches sociales du Togo. Mais, il a aussi enregistré l'absence de certains invités, leaders politiques. Même s'il n'est pas important de revenir sur le boycott de certains partis d'opposition, il demeure toutefois impérieux de souligner les discussions – et peut-être même les négociations – qui continuent entre quelques partis d'opposition et le pouvoir. Malgré le sentiment de point mort, qu'ont certains observateurs du processus devant conduire aux réformes constitutionnelles et institutionnelles semble au point.

Le sentiment qui prévaut chez bien de Togolais est que les dialogues ou Accords sur les questions des réformes sont dans l'impasse. Mais les dialogues, réflexions, cadres d'échanges, etc. se poursuivent. Et nous venons d'enregistrer le 26ème, avec le HCRRUN, depuis la Conférence nationale, il y a 25 ans. La promesse et l'espoir de vrais changements sur le terrain se sont envolés depuis l'échec de cette Conférence et celui de certains accords clés, comme l'Accord Politique Globale (APG) intervenu en 2006, pour certains opposants. Il n'en demeure pas moins, cependant, que la participation à des cadres de réflexion et d'échanges, à l'image de l'atelier que le HCRRUN vient de proposer, reste une chance pour la paix sociale et la consolidation de la démocratie.

Il faut donc espérer et saisir toutes les perches possibles en la matière, mais pareillement, « Il faut des réformes sincères pour sortir le Togo de l'ornière » comme l'a martelé le président de l'association Bâtir le Togo, Jean Dégli, lors de son intervention à cet atelier de réflexion et d'échanges du HCRRUN.

Autrement, il ne faut rester des abonnés aux dialogues et aux discussions infructueux, car pour paraphraser les fiscalistes « Trop de dialogues pourrait tuer le dialogue, le vrai, le sincère, celui susceptible d'ouvrir la voie à l'épanouissement et au développement rêvé ». Et il faudra passer à l'acte. Trêve des tergiversations qui veulent que l'on attende tout le temps ceux qui ne jurent que par le boycott et qui tirent facilement argument du retard pour reprocher tout et parfois rien au gouvernement.

Après ce cadre d'échanges conduit avec maestria par le HCRRUN, il faut rapidement passer à l'étape suivante et permettre après au processus de Réformes politiques d'atteindre sa vitesse de croisière. Car attendre longtemps revient à donner autant raison, à l'accusateur et à l'accusé...

25 ans après la Conférence nationale et après plus de 25 tentatives d'accords, de dialogues...avec leur lot d'échec, place à l'action.

TM

Réformes politiques et institutionnelles

Les rideaux sont tombés ce vendredi 15 juillet 2016 sur les travaux de l'atelier national de réflexion et d'échanges sur les réformes politiques et institutionnelles. Organisé par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) du 11 au 15 juillet 2016 au Radisson Blu Hôtel 2 février de Lomé, cet atelier a regroupé des représentants de toutes les couches sociales du Togo. Il était question pour les participants au cours de cette rencontre «d'aller à l'école des réformes », de parvenir à une compréhension commune du concept et de partager l'expérience des pays frères notamment le Ghana et le Maroc.

La conférence inaugurale donnée par le Pr Dodji KOKOROKO sur le concept des réformes à été suivie de 5 différents panels portant sur la mise en œuvre des réformes, la démocratie, la gouvernance locale, les rôles et les responsabilités des acteurs et parties prenantes dans le processus. Des questions liées aux Républiques d'hier, d'aujourd'hui et de demain à celles des mandats présidentiels et des régimes politiques, les maux qui minent la mise en œuvre des réformes au Togo ont été passés au peigne fin.

Mme Awa NANA DABOYA, présidente du HCRRUN dans son allocution de clôture a fait le constat que « Nul ne met en doute la nécessité de consolider le processus démocratique, d'améliorer le cadre de vie et les voies à explorer sont diverses et transversales ».

Elle a évoqué, entre autres comme pistes, le respect des délais constitutionnels, le réajustement du régime politique, le reformatage du dispositif parlementaire, l'institution du tribunal électoral, la consolidation de la place républicaine de l'Armée. La gestion des identités ethniques et tribales dans la gouvernance, la modernisation de la gestion du foncier, la régulation adaptée du cadre réglementaire et anthropologique d'exercice des privilèges protocolaires et administratifs de la chefferie ont été aussi envisagées.

« A l'issue des échanges d'expériences, mais surtout des débats faits de confrontations et de mâtinés de polémiques, nous pouvons dire que nos travaux furent fructueux », a déclaré Mme Awa NANA DABOYA.

Les travaux ont été officiellement clôturés par M. Puis AGBETOMEY, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, représentant le Premier ministre, lui-même représentant le Président de la République.

Il a réaffirmé la volonté et la disponibilité du gouvernement à accompagner le HCRRUN dans sa mission.

Hcrrun

Fulbert Attisso émet des réserves et propose

La satisfaction et l'optimisme arborés par certains acteurs qui ont pris part à l'atelier organisé du 11 au 15 juillet derniers par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) sur les réformes institutionnelles et politiques, ne sont pas partagés par Fulbert Sassou Attisso, président du parti « Le Togo autrement », une formation politique de l'opposition non invitée à cette rencontre.

Invité hier dimanche dans le deuxième numéro de l'émission « D12 » de la radio Pyramide FM, l'ancien journaliste émet deux (2) réserves. Selon lui, l'Accord politique global (APG) a été signé dans le seul état d'esprit de faire changer les mécanismes et les instruments de conquête, de gestion et d'exercice du pouvoir avec en toile de fond, le mode scrutin, la limitation de mandats, les pouvoirs du Premier ministre etc.

« La crise politique permanente que nous avons au Togo est alimentée par la perversion des instruments et des mécanismes de conquêtes du pouvoir », a-t-il estimé tout en ajoutant que les réformes politiques et institutionnelles sur lesquelles les réflexions de l'atelier du Haut commissariat ont porté, sont générales. « Ces réformes ne constituent pas un paquet mais s'imposent chaque fois que la vie politique continue et que dans la gestion du pouvoir, on s'aperçoit qu'on doit faire des réformes pour aller de l'avant », a-t-il relevé.

Pour lui, le HCRRUN n'a pas véritablement pour vocation de réfléchir sur les réformes mais plutôt une commission annoncée par le chef de l'Etat lui-même et dont Mme Awa-Nana Daboya, présidente du HCRRUN, est encore la présidente.

C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, « Le Togo autrement » soutient la proposition de loi déposée il y a quelques semaines par les députés de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) sur la table de l'Assemblée nationale.

Là encore, l'acteur politique de l'opposition togolaise ne prend pas cette démarche pour argent comptant. Pour lui, il faut que les initiateurs de cette proposition de loi agissent en aval de la démarche pour donner des

Suite à la page 11

International

France / Terrorisme

Le 14 juillet 2016 ou la prise de « Nice »

La France se rappellera à jamais de ce 227ème anniversaire de la prise de la Bastille. 84 victimes, dont des enfants et des adolescents fauchés dans la fleur de leur âge pour payer le prix d'une idéologie qui, même si elle s'avère nécessaire pour la paix et la sécurité dans le monde, commence à constituer un danger permanent, à contrario pour les habitants du monde entier.

Le bus, bourreau qui a fait plusieurs dizaines de victimes

Le constat est clair, qu'après ce troisième attentat pour la seule France en moins de 20 mois, personne n'est en sécurité dans ce pays. Ni même partout ailleurs dans le monde. Le terrorisme serait-il devenu plus puissant que les virus meurtriers qui ont frappé le monde ces dernières années ?

Aujourd'hui où Nice à été « prise » par les actes de terrorisme, comme la Bastille l'a été il y a 227 ans mais dans d'autres circonstances, il y a lieu de s'interroger sur l'efficacité des mesures de sécurité jusque-là déployées.

Tout le monde s'accorde à reconnaitre le caractère ignoble et inhumain de ces actes de terrorisme que l'on attribue à des groupes religieux. Mais ce qui parait évident, c'est que même les plus grandes nations de ce monde sont impuissantes face à ce fléau qui ne pourrait être éradiqué par des combinaisons chimiques effectuées dans des éprouvettes.

Que ce soit en France, en Belgique, au Mali, au Burkina ou en Côte d'Ivoire, pour ne citer que ceux-ci, les condamnations sont unanimes, les messages de soutien sont plus nombreux et des stratégies sont déployées pour lutter contre ce phénomène. Après chaque action terroriste, les mêmes interrogations se font jour. Les optimistes veulent y voir un acte individuel d'un esprit déviant .Les pessimistes sont tentés d'attribuer l'action criminelle à une guerre de civilisations. Les fatalistes y voient les conséquences d'une mondialisation qui ébranle toutes les valeurs. Quant aux remèdes proposés, ils relèvent tous du renforcement des mesures de sécurité, de prévention et de répression dont chacun estime cependant qu'il ne permettra pas d'empêcher de futurs désastres humanitaires. Et pourtant, c'est contre une chimère que l'on part en guerre, c'est contre un ennemi « invisible » et « omniprésent » que l'on se bat. Sur ce plan, nous dirons ironiquement qu'il faudra laisser ce combat au monde mystique, dans lequel excellent l'Afrique et l'Amérique du sud.

Cet ennemi invisible, utilise des moyens qui ne peuvent être combattus par des armes, mais par d'autres stratégies. Comme le souligne le professeur Charles Debbasch, c'est en étant encore plus exigeants sur le respect des valeurs que nos sociétés éradiqueront le terrorisme des fanatiques. Au-delà du respect de ces valeurs, il faudra une transformation totalitaire des consciences visant à réduire au maximum les marginalisations, les injustices sociales, le mal-être et les frustrations souvent tenues comme les ingrédients qui amènent les jeunes à s'engager dans des actes radicaux.

Aucune mesure de sécurité ne saurait lutter efficacement contre ce fléau s'il ne porte atteinte à la liberté des individus. Il faudra par exemple, par mesure de sécurité, scruter chaque individu, surveiller les citoyens et réglementer leurs fréquentations au risque d'empiéter sur leur vie privée, etc.....bref, des actions qui vont à l'antinomie justement des principes démocratiques qui sous-tendent les idéologies victimes de ces actes de terrorisme. En ce sens, libertés et sécurité ne feront plus route ensemble. Pour combattre le terrorisme ambiant d'aujourd'hui, un choix s'impose devant l'impuissance des mesures de sécurité jusque-là déployées. Ou bien, on opte, avec l'accord des citoyens, à abandonner une partie de nos libertés individuelles et collectives entre les mains de la sécurité nationale et internationale. Ou bien, on reste attaché à nos valeurs de liberté et de démocratie, et l'on prie pour ne pas être le prochain sur la liste des victimes du terrorisme.

Ce monde du Léviathan que nous préconisons ne doit pas être perçu comme un retour au totalitarisme ou à la dictature des années d'avant le siècle des Lumières. Il doit être conçu comme une stratégie consciente et voulue pour faire échec à l'avancée du terrorisme dans le monde. En 1945, les belligérants ont lâché une bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki. Mais la menace a-t-elle disparu ? ne sommes nous pas en train de vivre 70 ans après les conséquences d'une telle action ? Les évènements se succèdent, allant de la guerre froide, aux attaques de Daesh, en passant par l'Irak, la Lybie, la Syrie, etc.... Et à chaque fois, l'intervention des puissances occidentales pour mettre fin à un régime jugé totalitaire ou irrespectueux des valeurs républicaines et démocratiques.

Alexandre Wémima

Bénin

Bilan des 100 jours de Patrice Talon

En seulement 3 mois, Patrice Talon aurait fait parler de lui que ne l'aurait fait ses prédécesseurs. Des annulations de décrets par-ci, des suppressions de postes par là, en passant par des remaniements stratégiques,...Talon, le discret, Talon le sulfureux, ou selon le cas, Talon le rigoureux. L'homme ne prête pas au monde des médias mais s'en remet à la justesse et à l'opportunité de ses décisions pour faire du Bénin une référence en matière de démocratie. Bilan des 100 jours d'un homme « pressé » de marquer une véritable politique de « rupture » qui l'a fait porter au pouvoir.

Patrice Talon

Investi à la tête du Bénin un 6 avril 2016, Patrice Talon s'est engagé dans une sorte de course contre la montre. Une montre qu'il s'est apparemment offerte à travers sa politique qui marque une rupture avec le passé.

Tout d'abord, Talon balaie « la cour du roi Boni », dès son arrivée au palais de la marina. Il abroge près de 20 décrets signés entre le 11 février et le 5 avril 2016 par son prédécesseur Boni qui ont fait la polémique dans le monde social et politique. Il se refuse d'utiliser les locaux que son prédécesseur occupait et se refuse à la médiatisation. Mais il prend un décret qui libéralise le secteur cotonnier, ce secteur même dans lequel il a bâti sa richesse.

Accusé à tort ou à raison d'instaurer une politique anti-Yayi Boni, le président Talon s'enfonce dans la réduction des dépenses et des charges publiques, surtout en ce qui concerne la fonction présidentielle et la cartographie diplomatique du pays. Outre la réduction du train de vie de l'État et la suspension et combinée à un audit des derniers concours de recrutement, Talon supprime les perdiems et les frais de mission dans les administrations et les services d'État.

Enfin, les 100 jours de Talon seront marqués par la question des réformes politiques et la question du mandat unique. Ce nouveau président marque la différence dans la sous-région ouest-africaine où les débats sont plutôt à un mandat renouvelable une seule fois.

En somme, plusieurs actions en seulement 100 jours qui font de ce président, l'homme le plus en vue en Afrique de l'ouest.

A. W.

Union Africaine

Mohammed VI demande officiellement le retour du Maroc

Mohammed VI a remis une lettre au président en exercice de l'Union africaine. Il y évoque le retour du Maroc dans l'organisation.

À l'occasion du 27e sommet de l'Union Africaine (UA) qui se tient en ce moment à Kigali, le président de la Chambre des représentants Rachid Talbi Alami a remis une lettre de Mohammed VI à Idriss Deby Itno, le président tchadien qui occupe actuellement la présidence tournante de l'Union Africaine, rapporte la MAP.

Dans cette lettre publiée par la MAP, le roi évoque le retour du Maroc dans l'UA, après avoir vanté les liens entre le Maroc et les autres pays africains, les investissements marocains sur le continent, la présence du Maroc dans d'autres organisations régionales, etc. « Le Maroc – n'étant plus membre de l'OUA – ne s'est jamais séparé de l'Afrique », écrit Mohammed VI au président en exercice de l'UA, avant d'ajouter que « jamais l'Afrique n'a été autant au cœur de la politique étrangère et de l'action internationale du Maroc ».

Dans sa lettre, le souverain revient sur la « douloureuse décision » marocaine de quitter l'organisation suite à sa reconnaissance de l'autoproclamée RASD, un acte comparable à un « détournement de mineur » de l'OUA, alors encore « adolescente ». Le roi appelle ensuite l'organisation à cesser de reconnaître cette entité autoproclamée, mettant en évidence que cette reconnaissance est en

Mohammed VI

contradiction avec la position de bon nombre d'États africains. « Le temps est venu d'écarter les manipulations, le financement des séparatismes, de cesser d'entretenir, en Afrique, des conflits d'un autre âge », peut-on lire.

Dans la dernière partie de sa correspondance, Mohammed VI énonce enfin sa volonté de voir le Maroc faire à nouveau partie de l'Union africaine : « Cela fait longtemps que nos amis nous demandent de revenir parmi eux, pour que le Maroc retrouve sa place naturelle au sein de sa famille institutionnelle. Ce moment est donc arrivé », note le souverain qui précise qu'il s'agit là d'une décision « réfléchie et longuement mûrie ».

Telquel.ma

Commerce

Légumes bon marché à Lomé

Le panier de la ménagère a fortement souffert au cours du second trimestre de cette année à cause le la hausse générale des produits alimentaires, les légumes en particulier. Désormais, ces denrées sont devenues abondantes sur le marché à Lomé. L'abondance des légumes soulage les ménages après plusieurs mois de difficultés.

Un panier de tomates

Tomate fraîche, oignon, piment vert, gombo, carotte, aubergines, voila quelques légumes qui sont redevenus accessibles à tous les ménages depuis le début du moi de juillet.

A l'Abattoir au grand marché de Lomé, des cargarisons ces légumes affluent à longueur de journée. C'est essentiellement un océan de Tomates où la plupart des commerçantes et les bonnes femmes viennent s'approvisionner auprès des grossistes. C'est la saison de la race « Aklikon », nous expliquait Kékéli une grossiste. Le petit panier est désormais, en ce moment à 5000 contre 15.000 FCFA pour la même quantité il y a deux mois. Ceci s'explique par la récolte et la vente des productions de la saison en cours, poursuivait-elle. Le prix du gombo et de l'aubergine a également baissé. Au marché de Gbossimé, Alice, commerçante de légumes confirme la tendance baissière du prix des légumes « Il y a des légumes pour toutes les bourses à présent, pas seulement pour les riches », explique la commerçante très occupée devant son étalage.

De quoi soulager les ménages !

Hodalo, qui est venue s'approvisionner exprimait sa satisfaction « Nous achetons 5 à 6 carottes à 200 FCFA. C'est du cadeau, et dire qu'il y a un mois, c'était doublement plus chère, les aubergines, les piments, les persils sont aujourd'hui les cadeaux du marché ».

Et de poursuivre, «Je suis vraiment contente de l'abondance des légumes sur les marchés. Avec un peu de sous, je rempli mon panier. Ma famille raffole des repas délicieux que je sors des marmites. Maintenant la baisse de prix est réelle.», indique-t-elle toute contente.

Aujourd'hui, Les marchés sont inondés de tomates, carottes et bien d'autres légumes avec des prix vraiment abordables. Cependant, cette période va passer et replonger les ménages dans une situation difficile faute de difficultés de stockage.

Elom Hounkpati(stagiaire)

Banque

Ecobank vulgarise sa carte prépayée VISA au Congo

L'inclusion financière, thème de la cinquième édition du Salon régional monétique, du groupe interbancaire monétique de l'Union Economique et monétaire ouest africaine (GIM-UEMOA) la semaine dernière à Dakar, est aussi le combat de la banque panafricaine Ecobank. Sa solution : sa carte prépayée « CashXpress ».

Ecobank popularise l'utilisation de la carte bancaire « CashXpress » en République Démocratique du Congo. Dans ce pays où plus de 40 millions d'adultes échappent encore au circuit des banques, la carte« CashXpress » d'Ecobank est une autre solution pour rehausser le taux de bancarisation du pays. En effet, la carte prépayée « CashXpress » n'est pas destinée qu'aux seuls clients titulaires de compte à Ecobank. Tout le monde, même sans un compte en banque peut conserver son argent avec cet instrument : étudiants, marchands, patrons d'entreprises, voyageurs, parents, enfants », confie Anicet Kabasele, Service Cartes et Banque électronique, chez Ecobank-RDC.

Conçue pour être à la portée de toutes les bourses, CashXpress coute 7 USD, toutes taxes comprises pour une validité de 3 ans. Développée en collaboration avec Visa, un géant mondial de la monétique, CashXpress est une carte à puce sécurisée, dotée de la technologie EMV.

« Au lieu d'emporter des espèces sur soi, l'utilisateur peut charger sa carte, l'emmener partout au monde et l'utiliser dans les distributeurs de billets affichant le logo Visa,

Une carte visa

dans les terminaux électroniques des commerçants ou effectuer des transactions sur des sites internet marchands », expliquent les responsables d'Ecobank RDC.

Par ailleurs, ce produit vise à promouvoir la culture de l'utilisation de carte bancaire, longtemps perçue comme un produit de luxe par la plupart des populations africaines.

TM

UEMOA

Le mobile money pour l'inclusion financière

Le jeudi 14 juillet s'est ouvert à Dakar, la cinquième édition du Salon régional monétique, sous l'initiative du groupe interbancaire monétique de l'Union Economique et monétaire ouest africaine (GIM-UEMOA).

Transfert d'argent par mobile

Plusieurs acteurs venus de 34 pays du continent ont participé jeudi à ce rendez-vous qui a eu pour thème «Le Mobile Money et le Mobile Banking, vecteur de l'inclusion financière et de la bancarisation en Afrique : Enjeux et Perspectives».
L'Afrique de l'ouest est l'une des parties du monde qui a l'un des plus faibles taux de bancarisation. L'explosion de la téléphonie mobile et du transfert d'argent mobile offre une autre perspective pour l'inclusion des populations aux services financiers, surtout quand on sait qu'en 2015, les transactions mobiles réalisées dans la zone UEMOA avoisinaient 6000 milliards de FCFA.

Pour le Directeur General du GIM – UEMOA, Blaise Ahountchede, la mobile banking nous pousse à changer de vision. L'inclusion financière s'impose sur la bancarisation. Pour celui qui voit dans ce salon « une plateforme de travail pour mettre en relation les leaders de l'industrie monétique », l'Afrique a sans doute un raccourci important pour inclure plus de monde dans la finance.

Développer la monétique

A ce jour, plus de 110 banques offrent des services monétiques via des cartes interbancaires régionales et internationales et des cartes prépayées pour plus de 4 millions de clients dans la sous-région ouest africaine. Les acteurs bancaires africains sont préoccupés par cette faible utilisation des services monétiques. Cette cinquième édition va se pencher sur la question. Des panels et des conférences de haut niveau, ont été consacrés uniquement à ce thème.
Le Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné, a pour sa part rappelé l'importance d'un tel événement qu'il qualifie de « concentration d'expériences et d'expertises permettant de mettre en exergue les défis à relever».

«Le thème est actuel, la plupart des pays UEMOA sont confrontés à un défi de développement inclusif. Ce qui nous interpelle sur la contribution du secteur financier. C'est en ce sens que la monétique offre des services bancaires de base», s'est-il exprimé.

Depuis sa première édition en 2008 à Abidjan, le Salon Monétique du GIM-UEMOA a fait du chemin. Il s'impose aujourd'hui comme un rendez-vous à l'échelle africaine réunissant les décideurs et les acteurs des secteurs des moyens de paiement électronique pour le développement et l'intégration économique par diverses solutions monétiques, mobile money/mobile banking, e-commerce, prépayé, etc.

Rachidou Zakari

Ghana / Commerce

Le nouveau marché de Kumasi bientôt prêt

La ville historique de Kumasi au Ghana veut se doter d'un nouveau marché central ultramoderne et chic. Un marché qui sera unique dans son genre en matière de standing et de coût. Le projet va coûter plus de 298 millions de dollars.

Disons déjà que les travaux de réalisation du marché ont été confiés à Messrs Contracta Engenharia, une entreprise brésilienne spéciaisée dans ces genres de travaux.

Au marché (Photo illustrative)

« Le nouveau Kejetia Market de Kumasi sera un "All-in-One Market" avec 5.000 magasins, une clinique, un commissariat de police, un centre social, un centre informatique, un bureau de poste, un service de sapeurs-pompiers, des banques, et sera équipé de caméras de surveillance », annoncent les autorités ghanéennes la semaine dernière.

Selon les autorités ghanéennes, les travaux de construction du marché ont bien évolué. Le marché devrait être livré en janvier 2018.

TM

tm ▶ Dossier

Sommet de l'Union Africaine

Un passeport, une taxe pour tous

Le 27e sommet des chefs d'État de l'Union Africaine (UA) s'est ouvert hier dimanche peu après la mi-journée à Kigali au Rwanda. La succession de Nkosazana Dlamini-Zuma, la crise au Soudan du Sud et la question du retour du Maroc au sein de l'organisation font partie des principaux sujets sur lesquels le sommet va se pencher. Outre ces sujets le rêve du passeport africain s'est concrétisé du moins pour l'heure pour les Chefs d'Etat et une nouvelle taxe sur l'importation devrait être adoptée pour financer l'UA. Le 27e sommet suffira-t-il à lui seul pour relever les défis de succession, de recherche d'une paix durable et de la libre circulation sur le continent ? Togomatin a parcouru la presse africaine pour en savoir un peu plus.

Union africaine

Un passeport commun pour s'unir

Assurer la libre circulation dans l'ensemble du continent africain : c'est le nouveau projet de l'Union africaine. Un plan ambitieux pour un espace dix fois plus grand que l'Europe.

Le passeport africain, c'est le grand pari de l'Union africaine. L'organisation se réunira lors de son 27e sommet du 10 au 18 juillet au Rwanda pour dévoiler son projet. D'abord réservés aux chefs d'Etat, les passeports "devraient être mis à disposition de tous les citoyens africains en 2018", précise CNN.
D'après la chaîne, ce passeport assurera la libre circulation dans l'ensemble des pays de l'Union africaine, soit 54 Etats :
Alors que l'Union européenne menace de s'effriter, l'Union africaine est engagée vers davantage d'intégration avec le lancement de ce passeport commun."
« Pour les membres de l'Union africaine, le passeport s'inscrit dans un programme plus large, celui de l'Agenda 2063, un plan d'action sur cinquante ans fixé en 2015 pour construire l'intégration régionale africaine : "Aujourd'hui, seuls 13 pays africains sont ouverts, sans visas, aux citoyens africains. »
Mais pour CNN, cette décision n'est pas sans soulever certains problèmes, le "renforcement des organisations terroristes" étant l'un des principaux. Pour Khabele Matlosa, directeur de la Commission des affaires politiques de l'Union africaine, le risque est à prendre :
Aujourd'hui, nos jeunes risquent leur vie en traversant le désert du Sahara ou en voyageant par bateau en Europe… Si nous ouvrons des opportunités en Afrique, nous réduirons ce risque. C'est un test de notre panafricanisme, la doctrine qui fonde l'Union africaine."

CNN

Une nouvelle taxe sur les importations pour financer l'institution

Les chefs d'État devraient entériner lors du sommet de l'Union africaine le principe d'une taxe de financement qui permettrait à l'institution panafricaine de ne plus reposer sur les aides extérieures.

« Historique !" La réaction à chaud de l'ancien président de la Banque africaine de développement (BAD), le Rwandais Donald Kaberuka, en dit long sur l'ambiance des débats qui se sont tenus, samedi 16 juillet soir à l'Hôtel Serena de Kigali, autour d'un sujet épineux : le financement de l'Union africaine (UA).
Kaberuka sortait tout juste d'une présentation sur le financement de l'organisation aux chefs d'État, aux ministres des Affaires étrangères et des Finances du continent, réunis pour le 27e sommet de l'UA dans la capitale rwandaise.

De quoi s'agit-il ? Le mode de financement de l'organisation, actuellement assuré aux trois quarts par des aides extérieures – les États versent ce qu'ils veulent -, avait avancé significativement évolué lors du sommet de Johannesburg, il y a un an. Les membres avaient entériné le principe d'un financement à 100% par les États, dont 75% pour les programmes de l'UA et 25% pour le fonds Paix et Sécurité. Restait à déterminer comment lever les fonds.

Une taxe sur les importations pour financier l'UA

Mandaté par l'UA, l'ancien ministre rwandais planchait depuis plusieurs mois sur le sujet. S'inspirant d'une formule déjà utilisée pour financer certains ensembles sous-régionaux, l'économiste a proposé que chaque État instaure une nouvelle taxe sur les importations de 0,2%. Selon ses calculs, cette taxe devrait rapporter 1,2 milliard de dollars en 2017.

"Aujourd'hui, il faut prendre une décision", s'est enflammé Idriss Déby Itno, le chef de l'État tchadien qui préside actuellement l'organisation. Le président nigérien, Mahamadou Issoufou, "lui a emboîté le pas", confie un ministre d'Afrique de l'Ouest présent au huit-clôt.
"Les membres ont accueillis la proposition à la quasi-unanimité", nous a confié Donald Kaberuka à la sortie de la réunion. La proposition, qui prévoit que cette taxe soit introduite dès la loi de finance 2017, doit encore être formellement entérinée aujourd'hui, lors du sommet des chefs d'État qui va s'ouvrir cet après-midi.

JA

Nkosazana Dlamini-Zuma ouvre sa succession

Nkosazana Dlamini-Zuma a annoncé son retrait au terme de son mandat de quatre ans à la tête de l'Union africaine. Mais sa succession semble poser problème eu égard aux sons discordants qui se font entendre depuis Kigali. Les pays ouest-africains, notamment, demandent le report de la désignation du nouveau président de la Commission, apprend-on de RFI...

Extrait Rfi

Nkosazana Dlamini-Zuma

Une force africaine au Soudan du Sud ?

La situation au Soudan du Sud est au coeur d'intenses tractations depuis plusieurs jours à Kigali. Depuis son arrivée dans la capitale rwandaise, vendredi, Ban Ki-moon a multiplié les entretiens. Tout juste de retour de Djouba, Festus Mogae, l'ancien chef de l'État botswanais et président de la Commission de surveillance et d'évaluation de l'accord de paix d'août 2015, s'est entretenu longuement, samedi, avec Linda Thomas Greefield, sous-secrétaire d'État américaine aux Affaires africaines. Cette dernière a également rencontré le président sénégalais, Macky Sall.

Samedi soir, les chefs d'État d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique se sont réunis lors d'un dîner organisé à l'hôtel Serena de Kigali et auquel a assisté Ban Ki-Moon. Le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar n'étaient pas présents mais représentés par un envoyé spécial, Nhial Deng. Selon une source diplomatique onusienne, l'Igad a approuvé la demande de Ban Ki-moon de voir des troupes africaines renforcer les 12 000 hommes de l'Unimiss.
L'envoi de cette force africaine n'a pas encore été officialisé par l'Igad mais a été confirmé par une diplomate kényane sur Twitter. L'officialisation pourrait intervenir en fin de journée après une réunion du Conseil paix et sécurité.

Jeuneafrique.com

Kigali, point de départ du retour de Rabat dans le giron de l'UA

Après 32 années de séparation, le Royaume chérifien prépare activement son «retour» au sein de l'Union africaine (UA). A pas discrets mais sûrs…
L'annonce de ce revirement de la diplomatie marocaine pourrait avoir lieu lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévu dimanche 17 juillet et lundi 18 juillet, à Kigali. Le Maroc va saisir cette opportunité pour déposer sa candidature pour rejoindre l'UA, en réponse à l'appel amical de plusieurs pays africains.
Selon une source marocaine, la rencontre de «Kigali sera le point de départ de la procédure». Toutefois, le porte-parole du gouvernement marocain a déclaré, jeudi 14 juillet, qu'«aucune décision n'a été prise» à ce sujet.
Le Maroc s'était retiré deux ans après l'admission de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par l'OUA. «Le retrait de l'OUA était une erreur commise sous Hassan II et dont le Maroc continue de payer le prix», confiait récemment un bon connaisseur de la diplomatie chérifienne. Après avoir quitté l'Organisation de l'unité africaine (OUA, ancêtre de l'UA) en novembre 1984, ce serait la fin d'une bouderie royale décidée par Hassan II.

Le roi Mohammed VI

Extrait Afriquinfos.com

INFORMATION A LA CLIENTELE

Chers clients,

La Direction Générale de la banque atlantique Togo a le plaisir de vous informer de la réouverture de l'agence AHADZI – KPOTA (située en face du parc TP3 dans la zone portuaire dans l'immeuble « Au grain d'OR »). Nous avons le plaisir de vous accueillir dans une agence relookée aux normes du groupe Banque Centrale populaire du Maroc (BCP) pour votre plus grand confort à compter du Lundi 18 Juillet 2016.

Elle vous renouvelle ses remerciements et sa gratitude pour votre fidélité et votre patience.

La Direction Générale

banque atlantique

FAITE POUR VOUS

GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE

Détente

Blague du jour

Une femme s'habille devant son mari à 8h pour aller au marché. Etant pressée, elle porte à l'envers son slip et le mari couché tout juste à coté du lit ne dit rien. A 11h, de retour du marché, en se déshabillant dans la chambre, son mari toujours couché constate que le slip est correctement porté !!!

Questions : 100 pts

1/ Trouvez un titre à cette histoire. (0,5 pts)

2/ Où a t-elle pu bien porter son slip? (90 pts)
a- Au marché ?
b- Sur la route ?
c- Au magasin du boutiquier ou du boucher où elle est allée acheter?

3/ Justifiez votre réponse s'il vous plait (0,5pts)

4/ Aura-t-elle des arguments pour se défendre ? Si oui, lesquels ? (8 pts)

5/ Présentation (1 pts)
Bonne reflexion et bon debut de semaine.

Histoire drôle

Un homme est convoqué au tribunal pour viole et avant de se rendre à son procès, il donna 50 000f au marabout du quartier et lui demande de faire disparaître son sexe le jour du procès et de le lui faire réapparaître après le procès. Le jour J, il montre à tout le monde dans la salle du tribunal qu'il n'a pas de sexe. Il est donc libéré. De retour à la maison, il voit des gens pleurer et on lui annonce le décès du marabout. Imaginez la suite...

Reliez chaque mot à son sens.

► **NB:** La réponse dans notre prochain numéro

Mots	Sens
■ "L'art"	la manifestation sensible de l'idée
■ "Le beau"	le langage de l'âme
■ "L'esthétique"	incontestable, nécessaire
■ "Apodictique"	la science du beau
■ "Maïeutique "	l'omniscient (qui connaît tout)
■ "Le sage"	art d'accoucher les esprits
■ "Panthéisme"	doctrine considérant le monde comme formé d'un seul principe
■ "Monisme"	"tout ce qui est est en Dieu" Spinoza.
■ "Agoraphobie"	peur de l'eau.
■ "Hydrophobie"	peur des espaces publics.
■ "Photophobie"	peur des relations sexuelles.
■ "Coït-phobie"	peur des malades.
■ "Nosophobie"	peur des images.
■ "Kleptomanie"	mettre feu à tout.
■ "Pyromanie"	plaisir de tout voler.
■ "Primipare"	qui accouche pour la première fois.
■ "Multipare"	qui a accouché plusieurs fois.

Photo du jour

Que vous inspire cette photo?

Pharmacies de garde du 11 au 18 Juillet 2016

LUMIERE (Agbalépédogan), Tél : 22 25 15 26
NATION (face ancien marché de Totsi), Tél : 22 25 99 65
CHATEAU D'EAU (château d'eau de Bè), Tél : 22 21 57 51
APOLLON (face **c.** scolaire makafui- Avédji), Tél : 22310107
BON PASTEUR (38 Av de la libération), Tél : 22 21 13 67
AKOFA (Av- Maman N'danida, Amoutivé), Tél: 22 21 00 97
LAUS DEO (Route de Léo 2000), Tél : 22 25 15 05
JAHNAP (Djidjolé-Gakli. Favonetmultimédia) Tél: 22512256
HOSSANA (Carrefoure Sagbado, Adidogomé) , Tél: 22 51 50 49
GBEZE (Bd Jean Paul II), Tél: 22 26 32 61
ADJOLOLO (58, Rue Franz Joseph Strauss), Tél: 22 21 05 13
PROSPERITE (Située sur le Bd Eyadema), Tél : 23 38 84 25
SILOE (Carrefour Apédokoè, Atigangomé), Tél: 22 33 82 87
MAIRIE (Face Mairie), Tél 22 21 26 39
SATIS (Près du CEG Kossigan à Agoè logopé), Tél : 22 50 30 55
DES APOTRES (Akodésséwa, ETOCATRAN), Tél: 22 7 11 98
PEUPLE (Marche de Nukafu), Tél : 22 26 84 22
ADIDOGOME (Face Camp 2e RI Adidogomé), Tél : 2250 5485
VITAS (Agoè assiyéyé), Tél : 22 25 91 65
TAKOE (Avant la station CAP de Zongo), Tél 22 34 50 93
LA GRACE (Près de l'auberge Sahara), Tél : 22 25 91 65
SOURCE DE VIE (Face collège Protestant), Tél : 22 22 45 71
PHARMACIE 2000 (Bè Kpota), Tél: 22 70 01 69
LE PROGRES (CIMTOGO, Zorro Bar), Tél : 22 35 86 55
THERYA (Route de Togo 2000), Tél: 22 61 56 52
KOUESSAN (En face du stade de Kégué), Tél : 23 20 04 57
ST KISITO (Bd de la Kara), Tél : 22 43 89 40
VERSEAU (Près de Maison Bateau Baguida), Tél : 2277 3453
HYGEA (Face Lycée publique de Baguida), Tél: 22 27 36 36
KPEHENOU (Bd Houphoët Boigny), Tél: 22 21 32 24
KOUESSAN (En face du stade de Kégué), Tél : 23 20 04 57

Quelques ambassades et consulats

Ambassade des Etats-Unis: Tél: 22 61 54 70
Ambassade d'Allemagne: Tél: 22 23 32 32
Ambassade de France: Tél: 22 23 46 40
Ghana Embassy 22 21 31 94
Ambbassade d'Egypte Tél: 22 21 24 43
Ambassade du Niçger Tél: 22 21 60 25
Ambassade de Chine Tél: 22 22 38 56
Union Européenne : Tél: 22 53 60 00
Consulat de Belgique Tél 22 21 03 23

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

MUSCULATION / MASSAGE

YVES LAMBONI (Ki nésithérapeute); Tél: 90 03 79 10
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

MOTO & KARTING

TOGO MOTO CROSS (Face au Golf club d'Agoè Nyivé) Tél : 90 17 95 07
L'AFRICLUB (Qtier : Kégué entre CHR et la FTF) ; Tél : 92 52 24 40

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
HÔTEL LA LINETTE (Agbodrafo); Tél : 22 32 34 32
HÔTEL LE LAC (Agbodrafo) Tél: 22 21 08 10
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 22 21 11 21
RESIDENCE DES TROPIQUES, Tél: 22 26 66 18

SUPERS MARCHES A LOME

MARCHE ABATTOIRE (Juste en face du Super Marche Le Champion)
CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHE (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

LES FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIRE (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

LES PLAGES

COCO BEACH, Tél : 22 71 49 37
PURE PLAGE (Qtier Baguida, après usine Picos) ; Tél : 92 96 56 48
MARCELO BEACH (Qtier Baguida) ; Tél : 22 27 21 55 / 93 67 67 67
NEW RAMATOU PLAGE (Zone portuaire Lomé) ; Tél : 22 41 53 39 / 92 88 03 58
NOVELA STAR (Avépozo; route Lomé-Cotonou) ; Tél : 22 71 00 08
ROBINSON PLAGE (Juste après le pont du port) ; Tél : 22 27 58 14

DANSE

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

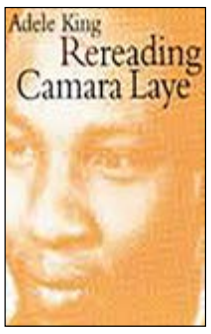
Arts & Culture

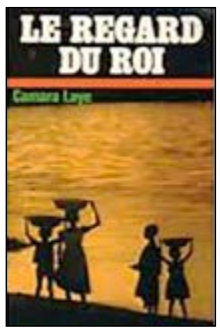
L'affaire « Camara Laye »: à propos du Regard du Roi

Par Kangni Alem

Il y a ceux qui y croient et ceux qui n'y croient pas. Chacun défendant ses convictions bec et ongle. Et puis il y a ceux que la question énerve au plus haut point : oui ou non, l'écrivain guinéen Camara Laye (1928-1980) est-il l'auteur du roman Le regard du roi, ou ne serait-il que le prête-nom d'un obscur écrivain occidental ?

L'enquête entreprise par l'universitaire américaine Adele King, tente de comprendre ce qui, dans cette vieille accusation contre Camara Laye, relève du fantasme ou du soupçon véritablement fondé, surtout que parmi les interlocuteurs de l'enquêtrice, il y en a qui donnent l'impression de savoir mais refusent de parler, entretenant un mystère dont on ne sait plus s'il faut en rire ou en pleurer. Au départ, Adele King elle-même faisait partie du clan des défenseurs de Camara Laye. N'avait-elle pas consacré un précédent livre à l'auteur, The Writings of Camara Laye (Heinemann), où elle analysait, indistinctement, les romans de l'écrivain, sans tenir compte du contentieux autour d'un de ses titres, en l'occurrence Le regard du roi ? L'affaire « Regard du Roi » commence en 1981, lorsque l'universitaire belge Lilian Kesteloot révéla que Camara Laye lui avait confié que ce roman « avait été écrit par un Blanc ». L'information, très vite, va enfler, et devenir une rumeur persistante, surtout que le contenu du roman dérange: l'image de l'Afrique que peint son auteur était trop mythique





pour être crédible, en contradiction totale avec celle dessinée dans un autre classique de l'écrivain, L'enfant noir. En effet, tout est étrange dans ce roman, du travail sur la langue, à l'écriture, les références littéraires (Voyage au Congo de Gide, L'Afrique fantôme de Michel Leiris) et ethnographiques, sans compter ces images subliminales évoquant une certaine connaissance du milieu homosexuel, d'où certaines accusations, fantaisistes, que l'auteur guinéen balayait, de son vivant, d'un sourire désarmant. Décidément, Soyinka a raison, qui, le premier, avait attiré l'attention de King sur le caractère espiègle, et l'humour malicieux de Camara Laye!

L'enquête de King va consister à infirmer l'affirmation de Kesteloot, mais très vite, l'enquêtrice va déchanter. Les « preuves » d'une possible réalité de la « révélation » de Laye sont trop nombreuses, et puis beaucoup de ses interlocuteurs préféreront se murer dans le silence, accentuant davantage le malaise, renforçant les soupçons! Pourtant, en remontant la piste, quatre noms apparaissent, susceptibles fortement d'être au cœur de la manipulation. Je ne les cite pas tous, à l'exception d'un certain Francis Soulié, sur lequel pèse les plus lourds soupçons. Homosexuel, proche des Editions Plon et des journaux d'extrême droite belges, Soulié est, au demeurant, un écrivain talentueux qui n'a malheureusement jamais réussi à percer. Est-ce lui qui a écrit Le Regard du Roi, avec quelques idées de Laye, et publié le roman sous le nom du guinéen? On se dit, avec le recul, qu'une simple génétique du texte aurait peut-être aidé à démêler le vrai du faux. Malheureusement, comment faire ce genre de travail quand l'éditeur affirme avoir perdu le manuscrit original? Bizarre, vous avez dit… Un homme, paraît-il, posséderait le fameux manuscrit, un ancien universitaire camerounais ayant enseigné en Suisse, le père de l'écrivain Simon Njami. Quant aux archives de Soulié, elles seraient stockées quelque part, dans un grenier à Paris, et constitueraient donc des sources non encore exploitées. Vous voulez mon avis sur cette histoire abracadabrantesque? Lisez ou relisez, absolument, pour se faire votre propre idée, l'excellent travail d'enquête d'Adele King et le roman incriminé lui-même.

Adele King, Rereading Camara Laye, University of Nebraska Press, U.S.A., 2002/Camara Laye, Le regard du roi, dans la version Presses Pocket, Paris, 1975.

Contes

Allassane Sidibé au 12e Festival Palabrages

La 12e édition du Festival Palabrages, déclinée dans douze communes de la Vaunage et de ses alentours, en France a attiré de monde, ces dernières semaines. Parmi les conteurs invités, figure le Togolais Allassane Sidibé alias Al Sydy. Il forme sur scène un magnifique couple avec Monique Burg.

Al Sydy et Monique Burg

« Tantôt désopilants, tantôt émouvants, dérangeants parfois, voire quelque peu effrayants, les contes de la Périgourdine Monique Burg et du Togolais Allassane Sidibé, n'ont laissé aucune place à la monotonie. Les accents du sud – quel sud ? – des passerelles entre le Périgord (quand une femme siffle, c'est pour attirer le diable) et le Togo (quand une femme siffle, c'est pour attirer le serpent) ont apporté une saveur particulière aux récits et ont permis aux participants de voyager d'autant », ainsi qu'a observé Midi-Libre.

Les contes du tandem Allassane et Monique sont parsemés de chants, de dictons, croisent des cultures, mêlent humour et sagesse puisés dans des racines profondes…

«C'est quand un moustique se pose sur tes testicules que tu comprends que la violence ne peut pas tout régler». Une oralité très imagée certes, surprenante, livrant en peu de mots une belle leçon de philosophie.

Al Sydy est fondateur et directeur de « Gabité », l'unique maison de l'oralité au Togo. Cette structure dédiée aux contes et aux arts de récit, organise rencontres, ateliers de formations, collectage de récit et de mémoire. Ce lieu permet à son initiateur de quêter voire de traquer toute initiative dans le domaine du conte et de l'oralité pour redonner vie aux contes et aux conteurs du Togo.

L'Association « Terres de récit », partenaire de « Gabité » a souvent invité Al Sydy en France pour enrichir ses expériences à travers différents festivals et autres rencontres de contes en France et en Belgique, idée de partager les expériences de ce conteur et sa structure avec les conteurs et les publics. Allassane Sidibé puise ses contes dans son enfance en milieu populaire et multiculturel à Lomé au Togo où il est né. Les chants, les danses et autres proverbes qui accompagnent les contes au Togo l'ont séduit. Et partout où il passe, il fait découvrir ce patrimoine riche et varié aux publics. Il se déleste de chaque conte, de chaque nouveau projet. Sa participation aux festivals au Bénin, Burkina Faso, Congo, RD Congo, Côte d'Ivoire, Martinique a aiguisé son talent et enrichit son répertoire. Il est en France et en Belgique pour la première fois.

TM

Lire

« …Que pouvez-vous faire ?
Sans doute connaissez-vous l'histoire du petit garçon hollandais qui mit son doigt dans un trou de la digue. Nul ne sait si elle vraie, mais elle est vraiment touchante. Le petit garçon vit un petit trou dans la paroi de la digue qui retenait les flots de la mer. Il y mit son doigt jusqu'à ce qu'arrive de l'aide, et sauva ainsi toute la contrée d'une inondation catastrophique. La leçon de cette histoire c'est que même un petit enfant, s'il fait au bon moment ce qu'il y a à faire, peut contrecarrer la puissance effrayante de l'immense océan. Il ne vaudrait pas la peine de vous parler ainsi de l'Afrique, si je n'avais pas la certitude que vous pouvez faire quelque chose dans ce domaine.
La perspective d'une révolution universelle gagnant tout un continent paraît être une telle menace, d'une dimension si énorme et si mondiale, qu'il peut sembler absurde de penser qu'un seul individu puisse faire quelque chose pour exercer une influence dans un sens ou dans l'autre. Mais c'est bien le cas : par votre action personnelle, vous pouvez contribuer à changer les choses en Afrique. A l'exemple du petit hollandais devant la digue, nous, chrétiens, pouvons refouler le puissant flot de la Révolution qui menace de tout écraser, si nous faisons la chose nécessaire au bon moment.

La raison en est simple. La bataille pour l'Afrique est un combat d'ordre spirituel. Dans un tel combat, les armes spirituelles sont essentielles. Si nous croyons au message de la Bible, nous devons nous souvenir qu'un jeune garçon nommé David se joua du monstrueux géant Goliath parce qu'il s'agissait d'une lutte d'ordre spirituel. Il en était vraiment persuadé, et agit en conséquence.
« Qui est donc ce Philistin, cet incirconcis, pour défier l'armée du Dieu vivant ? » s'écria David (1 Samuel 17 :26).
Il lutta contre Goliath parce que celui-ci était l'ennemi de Dieu. Il ne le fit pas pour sa gloire ou son plaisir personnels mais uniquement dans un but spirituel, « … afin que toute la terre sache qu'Israël a un Dieu » (1 Samuel 17 : 46). David fut vainqueur parce que le combat qu'il livra était d'ordre spirituel.
Une autre raison permettant de comprendre que nous pouvons contribuer à changer les choses, c'est que l'issue du combat pour l'Afrique est indécise. Ce combat est loin d'être terminé. Il est … »

Extrait de *Bataille pour l'Afrique* de FRERE ANDRE avec la collaboration de Charles Paul Conn. Pp 109 à 110

Football

Adébayor sur un projet de centre de formation

L'international attaquant togolais Shéyi Emmanuel Adébayor (SEA) est sur le point de construire un grand centre moderne de football.

De source proche de la star mondiale de football, l'ancien attaquant d'Arsenal a acquis un vaste domaine dans la préfecture de Kloto, dans la localité de Lavié, pour y réaliser son projet au profit de la jeunesse.
Les travaux dont la durée n'a pas été précisée, viennent de démarrer. Récemment, le capitaine des Eperviers s'est rendu sur le site, et a surpris les populations riveraines, auxquelles il est allé présenter ses civilités.

A l'instar du centre Génération Foot à Dakar, le centre international de football dont le promoteur est SEA sera doté de nombreux airs de jeu, d'un complexe pour l'hébergement des joueurs, une salle de musculation et un centre médial. Réputée pour son climat doux, la localité de Lavié pourrait connaitre un développement grâce aux pensionnaires et aux visiteurs que va attirer le centre dont le nom n'a pas non plus été encore dévoilé.

Emmanuel Adébayor

Sheyi Emmanuel Adébayor est lui-même le produit du centre de formation Sporting Club de l'ancien Directeur Technique National Akoussah Kamélio.

Globalsport-togo.com

FTF

Innovations dans les championnats

Les championnats de première et deuxième division sont là et avec des innovations majeurs. C'est ce que l'on constate à la lecture d'une note circulaire du Secrétaire Général de la Fédération Togolaise de Football(FTF) Pierre Lamadokou aux clubs de D1 et D2 adressé.

Col. Guy AKpovi

Dans une note circulaire adressée aux clubs de D1 et D2 ainsi qu'aux ligues régionales, le Secrétaire Général de la Fédération Togolaise de Football (FTF) Pierre Lamadokou, a précisé les repères et contours de la nouvelle saison.

Le Staff des clubs

Aux clubs, le comité exécutif recommande la nomination d'un entraîneur disposant d'une Licence C-B ou A CAF et placé sous contrat, de même que la désignation d'un attaché de presse par chaque club de D1 et D2. « L'attaché de presse sera chargé de la coordination de la couverture médiatique des matches disputés par son club à domicile et de l'accréditation des journalistes de sa localité en liaison avec le Département de la Communication de la FTF pour les matches en déplacement », apprend-on.

Le nombre des clubs par championnat

Le Comité Exécutif a approuvé le nombre de clubs devant disputer les championnats nationaux de 1ère et 2ème divisions saison 2016-2017. Il s'agit de 14 clubs pour la D1 et 22 pour la D2, conformément aux délibérations du Comité de Normalisation de la FTF portant respectivement, désignation des clubs qualifiés pour les championnats nationaux de 1ère et 2ème divisions saison 2014-2015, décisions entérinées par le ministère en charge des sports et acceptée par les émissaires de la FIFA.

Dispositions

« Chaque club qualifié devra, pour participer au Championnat national de sa catégorie, retourner la fiche d'engagement au Secrétariat Général de la FTF au plus tard le 1er août 2016 accompagnée d'un Relevé d'identité bancaire (R.I.B) pour le virement de la subvention allouée conjointement par la FTF et l'Etat togolais. Le montant de la subvention sera communiqué à l'issue des discussions en cours avec le gouvernement.

Le droit d'engagement est fixé à 100.000 FCFA pour les clubs de 1ère division et 50.000 FCFA pour les clubs de 2ème division. Tout club qui n'aura pas payé son droit d'engagement se verra déduire le montant dudit droit de sa subvention en sus d'une amende de 200.000 FCFA.
En particulier, les 14 clubs de la D1 sont invités par le Comité Exécutif de la FTF, « à traduire dans les faits, les exigences du Règlement sur la Procédure pour l'Octroi des Licences aux clubs de la FTF et de la participation des clubs togolais aux compétitions interclubs de la Confédération Africaine de Football (CAF)».

Ouvert le 15 juillet 2016, le championnat de cette année prendra fin le 28 mai. Le championnat de D1 démarre le 11 septembre suivi par celui de la D2, le 25 septembre. Les commissions permanentes ont soumis pour approbation au Comité Exécutif, les modalités d'organisation des championnats de D3, ceux des catégories de jeunes ainsi que du football féminin. La coupe du Togo ainsi que la coupe du 27 avril, sont aussi au menu des activités de la saison. En attendant les calendriers détaillés des championnats nationaux de 1ère et 2ème au plus tard le 12 août 2016, le Comité Exécutif a mis à la disposition des clubs de D1, D2 et D3, les textes fondamentaux (statuts, règlement financier, code éthique et Code électoral de la FTF), ainsi que les Règlements Généraux et Règlements des compétitions 2016-2017.

TM

Euro 2016

Les Portugais demandent pardon à Eder

Éderzito António Macedo Lopes, c'est celui qui a délivré le Portugal lors du match de la finale de l'Euro 2016 contre la France en inscrivant un but venu de loin, très loin.

Éderzito António Macedo Lopes

Jusque là personne ne parlait d'Eder, cet inconnu qui a permis au Portugal de remporter cette coupe. Tous les regards étaient tournés vers Cristiano Ronaldo, la star du Real Madrid.

Pourtant, Eder est celui qui a porté le Portugal sur le toit de l'Europe. Auparavant, l'attaquant a été violemment critiqué au Portugal au début de cette compétition. La tendance est désormais inversée avec la création d'un site internet spécial afin que les Portugais puissent s'excuser auprès de leur héro.

« Tout est parti d'une simple blague, on ne s'attendait pas à un tel succès », ont déclaré les concepteurs du site à nos confrères de l'AFP qui ont découvert le site.
Eder lui se dit sans rancune pour les Portugais qui l'ont sous-estimé. « Si les gens ont créé ce site, c'est qu'ils se sont rendu compte, qu'ils ont mal agi, mais je n'ai pas de rancunes », a-t-il réagi.
Et au sélectionneur du Portugal Fernando Santos qui a su apprécier le potentiel du joueur d'ajouter, « le vilain petit canard s'est embelli ».

Rachidou Zakari

Ghana

André Ayew à Chelsea ?

Pourquoi pas ? Le Ghanéen est rentré depuis quelques années dans le cercle des grands joueurs africains, et le nouveau sélectionneur des blues aura besoin des joueurs de sa trempe.

André Ayew

Arrivé à Swansea l'été dernier, le ghanéen n'a pas eu beaucoup de difficultés à s'adapter à ce championnat.

Pas trop reluisant, mais intéressant

La saison dernière, Ayew a inscrit 12 buts en 34 matchs avec son club. Ce résultat n'a pas manqué d'attirer l'attention des grands clubs anglais.

Selon certains médias anglais, Liverpool FC s'est aussi intéressé au Ghanéen. La semaine dernière le média anglais, « The Sun » l'entraineur de Chelsea FC Antonio Conte « pense à Ayew et l'a même inscrit dans sa short liste dans l'optique de renforcer son secteur offensif ».

Même si André Ayew n'est pas une priorité du technicien italien, ce dernier pense faire de lui un deuxième choix au cas où certaines de ses pistes ne connaitraient pas de succès.

R. Zakari

Reportages

Education à la citoyenneté mondiale

L'UNESCO honore un jeune leader togolais

Le Togolais Emmanuel Vitus AGBENONWOSSI et 9 autres africains sont en résidence d'étude à l'Université de l'étude étrangère de Busan en Corée du Sud où ils débattent sur la thématique de l'éducation à la citoyenneté mondiale et les dix-sept Objectifs de développement durable (ODD).

Emmanuel Victus (3ème de la gauche)

Encourager le respect de tous, susciter un sentiment d'appartenance à une humanité commune et aider les apprenants à devenir des citoyens du monde, responsables et actifs, tels sont les sujets discutés par ces jeunes leaders rassemblés à Busan sous la houlette de l'UNESCO.

Durant leurs résidences d'études, les jeunes leaders vont partager leur expérience et analyser les systèmes éducatifs de leurs pays respectifs face aux enjeux économiques de la mondialisation.

Les dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) qui devraient permettre de construire le futur des 8,5 milliards d'habitants attendus sur la planète dans quinze ans vont aussi passer au scanner de ces jeunes leaders. Il s'agit pour les Nations unies de mettre fin à la pauvreté à travers ces jeunes d'ici à 2030 et « de transformer les vies tout en préservant la planète ».

Le Centre d'échange de l'UNESCO sur l'éducation à la citoyenneté mondiale (APCEIU) dont le siège se trouve à Séoul en Corée du Sud va également donner aux apprenants les moyens d'assumer un rôle actif pour affronter et résoudre les défis mondiaux et apporter une contribution active dans leurs pays à la mise en place d'un monde plus paisible, plus tolérant, plus inclusif et plus sûr.

TM

Huissiers de justice

Election du bureau national

Les membres de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Togo (CNHJ-T) ont un nouveau bureau national depuis le samedi 16 juillet dernier. Me Remi Eklou Botcho est porté à la tête de ce nouveau bureau qui a un mandat de trois ans renouvelable une fois. Le bureau est composé de 11 membres.

Les membres du bureau du CNHJ-T

Le vote du bureau du CNHJ-T a été couplé du bureau de la chambre régionale maritime. L'élection des membres du bureau de la CNHJ a été faite par voie élective alors que celui régional a été faite par acclamation.

Après son élection, Me Eklou Botcho a d'abord remercié ses collègues pour la confiance placée en lui avant de promettre des initiatives visant à rendre compétitifs les huissiers togolais au plan international. Me Eklou Botcho est à la tête de 157 huissiers.

Les premiers responsables du CNHJ-T ont profité de l'occasion pour formuler des doléances à l'endroit des gardes des sceaux. Ces doléances vont de la corporation d'un code de tarification qui situera clairement la clientèle sur les coûts des actes, attribuer une parcelle de terrain pour construire le siège qui va abriter la corporation et le paiement des arriérés. A cette assemblée, le bilan moral et financier de l'activité des 3 dernières années a été présenté.

Les attributions principales des huissiers sont entre autres de vérifier la tenue de la comptabilité dans les études d'huissiers de justice, prévenir ou de concilier tous différends d'ordre professionnel entre huissiers de justice, prévoir ou de proposer suivant les cas.

D'autres attributions sont l'application aux huissiers de justice des mesures de discipline, établir avec la clientèle un code de déontologie qui sera soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Elom H (stagiaire)

Environnement

Débat sur la pollution de l'air à Lomé

Une conférence débat sur la pollution de l'air s'est tenue le 15 juillet dernier à l'Auditorium de l'Université de Lomé (UL).

La conférence a été organisée par le projet Dynamic Aerosols Chemisty Cloud Interactions in West Africa (DACCIWA) et elle a eu lieu entre experts en matière de réchauffement climatique et de la pollution de l'air. Elle s'est déroulée en présence du représentant de l'Union européenne au Togo Nicolas Martinez Berlanga et du 1er Vice-président de l'Université de Lomé.

S'intéressent à une question de l'heure qu'est la pollution de l'air laquelle conduit au réchauffement climatique, toutes les présentations ont tourné autour des sources de pollution de l'air, des conséquences et des approches de solutions qu'il faudra trouver pour éradiquer ce mal. Si la première source de pollution de l'air est liée aux activités humaines, l'on ne doit pas perdre de vue qu'il y a aussi des polluants chimiques. Les conséquences quant à elles sont dramatiques pour la santé de l'homme, sur l'environnement et aussi sur les activités socio-économiques freinant ainsi le développement durable des pays.

Selon Céline Mari, docteur au CNRS-Université de Toulouse, « la pollution de l'air est un tueur invisible et silencieux qui constitue une bête noire pour tous les pays. ».

Vue de la ville de Lomé

Nicolas Berlanga Martinez qui était présent à cette conférence a rappelé l'importance de ce projet qui doit aboutir à des résultats probants pour lutter efficacement contre ce fléau tout en appelant à la prise de conscience de tout un chacun.

Les experts venus de différents pays vont survoler la ville de Lomé afin de jauger son taux de pollution. Notons que DACCIWA est un projet sous régional regroupant 16 institutions de recherche en matière de réchauffement climatique et est financé par l'Union européenne.

Etienne Pamessam (stagiaire)

Hygiène menstruelle

Enseigner les bonnes pratiques

La CEDEAO et l'ONU ont organisé une formation à l'intention des infirmiers et sage femmes venus des pays de la CEDEAO. La formation qui s'est tenue du 12 au 15 juillet à Lomé a porté sur la gestion de l'hygiène menstruelle.

Cette formation des formateurs va permettre d'améliorer la santé de la femme et de la jeune fille ainsi que de briser le silence existant autour de la menstruation féminine.

Les interventions pour améliorer l'approvisionnement en eau ainsi que les politiques publiques et les pratiques en matière de gestion de l'hygiène menstruelle doivent se concentrer sur les populations rurales et marginalisées, où les progrès sont les plus lents.

L'assainissement et l'hygiène nécessitent des efforts de toutes les parties prenantes pour que les pays d'Afrique puissent être adéquatement couverts par des installations sanitaires adéquates et répondant aux besoins des femmes et filles en la matière.

Il faut rappeler le manque d'information sur les besoins spécifiques des femmes et des filles sur leurs droits en matière d'infrastructures adaptées à leurs besoins spécifiques.

Radio Lomé

Fulbert Attisso émet des réserves et propose

Suite de la page 3

chances à ce texte de passer.

« Ce texte ne doit pas être une proposition de loi de témoignage pour montrer à la face du monde que les initiateurs veulent les réformes et que c'est le parti au pouvoir qui n'en veut pas. Ceux qui ont déposé cette proposition de loi doivent réaliser le consensus nécessaire en approchant les autres acteurs pour voir comment organiser le rapport de forces pour arriver à obtenir ces réformes », a-t-il proposé.

En attendant, un rapport général comportant des recommandations sur les réformes institutionnelles et politiques sera remis au chef de l'Etat dans les prochains jours par le HCRRUN.

Afreepress

drive dentsu

flooz promo conso

Utilise les services Flooz et gagne !

Du 07 juillet au 17 août, deviens millionnaire avec **Flooz** !

Utilise les services **Flooz**, cumule des points, atteins ton objectif hebdomadaire pour participer au tirage au sort hebdomadaire.
Pour participer, il te suffit de recharger du crédit sur ton compte ou sur celui d'un proche, de payer tes factures CEET, de transférer de l'argent à un proche à Lomé ou à l'international.
Tape *155*55# pour avoir toutes les informations.

N'hésites plus, consomme et gagne !

www.moov.tg | Service clients : 777 (gratuit) 9999 7777 (payant)

(*) Jusqu'à 1 000 000 F CFA déposé sur un compte Flooz

CMJN